



Plus de 3 ans de lutte pour le maintien de l'outil industriel et des emplois

APPEL : 2014 **ANNÉE DU BOYCOTT DES MARQUES UNILEVER**

Le 28 septembre 2010, le groupe UNILEVER a annoncé son projet de fermeture du site FRALIB à Gémenos (13). Depuis 3 ans, les salariés, luttent contre cette décision totalement injustifiée. Ils ont démontré à plusieurs reprises que l'argumentaire économique avancé par la direction était fallacieux. Le groupe UNILEVER a tout mis en œuvre pour plomber l'usine de Gémenos et délocaliser la production de la marque Eléphant en Pologne, marque pourtant vendue exclusivement en France. La direction a présenté 3 procédures visant à fermer le site et 3 fois les PSE ont été annulés par la justice française !

UN PROJET DE SCOP...

Le projet prévoit de reprendre l'activité de l'usine en Scop avec la volonté de respecter l'environnement, les consommateurs et de développer les productions locales et nationales. Il prévoit de revenir à une aromatisation naturelle, un approvisionnement en produits issus des filières courtes auprès des producteurs ou groupements de producteurs locaux, de recréer des partenariats permanents avec les producteurs en Provence. Leur combat est de recréer toute la chaîne d'approvisionnement et de commercialisation au plus près des consommateurs, qu'Unilever a démantelée dans les années 2000. Pour cela, le groupe Unilever doit assumer ses responsabilités, notamment en cédant la marque « Eléphant » et des volumes de production, permettant une véritable relance de l'activité industrielle.

... BLOQUÉ PAR UNILEVER !

Bien que la justice ait annulé par trois fois le PSE injustifiable et que tous les licenciements ont été annulés, Unilever a cessé de payer les salaires depuis le 1^{er} avril 2013 et refuse l'aide qui relève de sa responsabilité économique et sociale envers la Nation pour lancer le démarrage de la Scop et pérenniser son activité.

Le thé de l'Eléphant est né il y a 120 ans à MARSEILLE, l'Eléphant est français, en Provence il doit rester.

LE SAMEDI 18 JANVIER 2014

LE COMITE DE SOUTIEN ET DE LUTTE APPELLE A UNE NOUVELLE JOURNÉE NATIONALE DE BOYCOTT DES MARQUES UNILEVER POUR EXIGER :

- ◆ *Le maintien de l'activité et des emplois à Gémenos.*
- ◆ *La cession de la marque Eléphant et des volumes de productions,*
- ◆ *Que le Groupe UNILEVER assume pleinement ses responsabilités en créant les conditions de la mise en œuvre du projet alternatif porté par les salariés et leurs représentants consistant au redémarrage de l'entreprise en SCOP (Société Coopérative et Participative).*

Toutes les marques du Groupe UNILEVER sont identifiables avec ce logo :





LICENCIEMENTS, BAS SALAIRES, AUSTERITE LES BOUCHES DU RHONE EN ONT ASSEZ !

Tous ensemble déterminés et unis pour l'emploi, le maintien et le développement de nos activités, de nos industries et du service public, pour la relance par les salaires.

Les nombreuses attaques dans notre département, tant par l'intermédiaire des diminutions draconiennes des budgets à l'hôpital public, dans les organismes de sécurité sociale et de protection sociale, aux collectivités, à la fonction publique, que par la coupe franche dans les effectifs de la SNCF, à France Télécom, mais également au travers de nos nombreuses entreprises menacées ; KEM-One, Air France, FILPAC Vitrolles, Centrale de Gardanne, ASCOMETAL, FRALIB, Grand Conseil de la Mutualité, Moulins Maurel, Euriware, Lyondell Basell, SNCM, Construction, nécessitent une intervention du monde du travail à la hauteur de ce démantèlement orchestré.

Face aux luttes multiples que les salariés mènent avec la CGT, pour faire entendre leurs propositions, le gouvernement s'entête à maintenir une politique d'austérité. Ce mépris envers les salariés, les retraités, les privés d'emplois ne fait que renforcer notre détermination et nous conforte dans l'idée que seule la lutte est déterminante pour sauvegarder nos entreprises, nos emplois, et nos activités structurant la vie économique et sociale.

AUJOURD'HUI :

› **1 salarié donne 45 jours de son travail aux actionnaires (12 jours en 1981)**

› **Distribution des dividendes : France 3ième rang Européen.**

› **6 points du PIB qui ne vont ni à l'investissement, ni à l'emploi, ni aux salaires ni au financement de la protection sociale**

› **80 milliards d'évasion fiscale**

Les menaces qui pèsent sur le monde du travail viennent s'ajouter aux conséquences désastreuses des politiques d'austérité menées par le gouvernement qui marche main dans la main avec le MEDEF lui octroyant 20 milliards de crédit d'impôts compétitivité emploi (CICE), et la poursuite des exonérations sociales et fiscales (230 milliards d'€)

Cette situation place le patronat en position de force par la mise en concurrence des salariés entre eux dans de nombreux secteurs d'activité (BTP, Transport, Métallurgie, ...), la multiplication des « ruptures conventionnelles » et les accords forcés sur l'augmentation du temps de travail et/ou des diminutions de salaires (ANI, ou loi sur la « sécurisation de l'emploi »).

Pour la CGT il est temps que cela s'arrête, et qu'enfin on parle de créations d'emplois, d'augmentation des salaires, des revenus de remplacement et des pensions, assurées par une autre répartition de richesses. Les moyens existent pour faire autrement. **L'austérité n'est pas une fatalité c'est un choix politique, les moyens existent, les profits du CAC 40 le prouvent.**

Il est temps, aujourd'hui d'imposer d'autres logiques basées sur la satisfaction des besoins.

Il s'agit d'être le plus grand nombre à exiger le changement. C'est dans cet esprit que l'Union Départementale CGT des Bouches du Rhône appelle à une manifestation contre l'austérité, POUR les salaires, l'emploi et la protection sociale.

MANIFESTATION

Le samedi 18 janvier 2014

A 14H au Vieux PORT à MARSEILLE

Organisations participantes : UD Cgt 13, FSU 13, Solidaire 13, PCF 13, PG 13, Ensemble 13, JC 13, Rouge Vif 13, ATTAC 13, NPA 13, Collectif du 1^{er} juin, la FMF.